

SÉNAT

ESTONIE, LETTONIE, LITUANIE : AU CŒUR DU RÉVEIL STRATÉGIQUE EUROPÉEN

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays baltes en Estonie, Lettonie et Lituanie

Du 20 au 26 avril 2026

Du 20 au 26 avril 2026, une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays baltes s'est rendue en Estonie, Lettonie et Lituanie. Conduite par M. Édouard Courtial, Président du groupe d'amitié, elle était composée de Mme Vivette Lopez, Présidente déléguée pour la Lettonie, de M. Khalifé Khalifé, Président délégué pour la Lituanie, et de M. Hussein Bourgi, membre du groupe.

Outre le renforcement des liens entre le Sénat français et les parlements monocaméraux des trois États baltes, la mission avait comme fil conducteur les enjeux de sécurité et de défense, dans un contexte particulièrement tendu depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine.

Dès le rétablissement de leur indépendance en 1991, les États baltes ont alerté les pays occidentaux sur la menace que constitue la Russie, qu'ils n'ont jamais envisagée comme un potentiel partenaire. Alors qu'ils ont longtemps été perçus comme constituant la périphérie orientale de l'Union européenne, les États baltes se sont imposés, depuis la guerre en Ukraine, comme des acteurs centraux des débats européens sur la sécurité, la défense et la souveraineté stratégique.

S'ils soutiennent le renforcement des capacités européennes de défense, en particulier depuis le retour de Donald Trump à la Maison blanche, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie demeurent profondément attachés à la coopération transatlantique.

Ces enjeux sécuritaires exercent une influence croissante sur leurs choix politiques et économiques, ainsi qu'ont pu le rappeler les

parlementaires et les chefs d'entreprises rencontrés au cours du déplacement.

I.- L'Estonie : innovation numérique et résilience stratégique

A – L'OTAN et la résilience nationale au cœur de la sécurité estonienne

Au cours de son déplacement en Estonie, la délégation s'est rendue sur la base militaire de Tapa afin de rencontrer les militaires français déployés dans le cadre de la présence avancée renforcée de l'OTAN (*enhanced Forward Presence* – eFP). Cette visite a permis de mesurer concrètement l'importance du dispositif allié sur le flanc oriental de l'Alliance.

Mis en place à la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, le dispositif eFP vise à renforcer la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN dans les pays baltes. Depuis 2017, la France contribue à cette mission par le déploiement régulier de militaires (environ 300) sur la base de Tapa, au sein d'un groupement tactique multinational placé sous commandement britannique.

La délégation a assisté à un entraînement des troupes françaises spécialisées dans le combat en milieu difficile, ainsi qu'à une présentation des équipements militaires mis à disposition en Estonie. Elle a pu mesurer l'engagement des soldats français, qui complètent parfois le matériel en dotation par des équipements jugés plus adaptés à un terrain hostile.

La coopération franco-estonienne s'est par ailleurs approfondie avec le déploiement régulier, depuis 2023, d'une compagnie

ESTONIE, LETTONIE, LITUANIE : AU CŒUR DU RÉVEIL STRATÉGIQUE EUROPÉEN

d'infanterie légère chargée de conduire des activités d'entraînement avec la Ligue de défense estonienne.

Placée sous l'autorité du ministère de la Défense estonien, cette organisation rassemble des citoyens (hommes, femmes et même enfants) volontaires, prêts à défendre la souveraineté de leur pays en cas d'attaque.



La délégation sur la base militaire de l'OTAN à Tapa

Au cours de leur entretien au Parlement d'Estonie, M. Kalev Stoicescu, Président de la commission de la Défense, a indiqué qu'une véritable « culture de défense » était mise en place, à travers diverses démarches pédagogiques ou encore la conscription, obligatoire pour les hommes et facultative pour les femmes. En réponse à une question de la délégation, M. Stoicescu a indiqué que la législation estonienne s'adaptait progressivement au contexte géopolitique. Les députés travaillent notamment sur un texte de loi permettant aux forces armées d'utiliser des procédures de guerre sans que l'Estonie ne soit en conflit ouvert avec un autre pays.

B - L'innovation et le numérique comme instruments de souveraineté et de résilience

À Tallinn, la délégation a visité le « showroom e-Estonia », qui présente le développement du numérique en Estonie. La numérisation de l'administration est présentée dès les années 1991 comme un projet de reconstruction de l'État après l'indépendance retrouvée.

Le modèle d'« État numérique » estonien repose sur la détention par chaque citoyen d'une ID-card, sorte de clé permettant d'accéder à la plupart des services administratifs en ligne. Elle permet de voter électroniquement, d'accéder aux prestations de santé et de payer ses impôts. Depuis 2024, l'administration estonienne est totalement numérisée à la suite

de la dématérialisation des procédures de mariage et de divorce.

La délégation a interrogé son interlocutrice sur les garanties de sécurité adossées à cette carte, rappelant que la première cyberattaque de grande ampleur en Europe avait touché l'Estonie en 2007, paralysant pendant quelques jours le pays.

Il lui a été indiqué que l'Estonie avait fortement réagi en renforçant significativement la sécurité de son modèle d'« État numérique ». Les données personnelles sont « éclatées » au sein de différents *hubs* et hébergées dans divers *datacenters*, basés en Estonie mais également au Luxembourg.

Le modèle estonien de gouvernance numérique repose sur un consentement largement partagé à l'utilisation des données personnelles par l'administration, dans un cadre perçu comme transparent et sécurisé. Cette approche contraste avec la tradition française, la question des données personnelles étant davantage appréhendée sous l'angle des libertés publiques et de la protection des risques contre les atteintes à la vie privée.



La délégation au showroom e-Estonia

La délégation a également rencontré plusieurs acteurs économiques estoniens, notamment le directeur du Technopol de Tallinn, principal pôle d'innovation du pays dans les domaines du numérique, des technologies vertes, de la santé et de l'intelligence artificielle. Ce *hub* coordonne plusieurs programmes nationaux et européens dont l'accélérateur d'innovation de l'OTAN dédié aux technologies duales, illustrant l'intégration croissante des enjeux de souveraineté technologique et de défense.

ESTONIE, LETTONIE, LITUANIE : AU CŒUR DU RÉVEIL STRATÉGIQUE EUROPÉEN

Les échanges ont également porté sur la stratégie énergétique de l'Estonie. Riche en schiste bitumineux, le pays tire de cette ressource une grande partie de sa production énergétique. Cette filière est toutefois menacée par l'obsolescence des installations que l'Estonie a commencé à moderniser en investissant dans des équipements plus performants en matière d'émissions de gaz à effet de serre.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, l'Estonie a engagé une réorientation rapide de sa politique énergétique. Quelques semaines après l'invasion russe, elle a mis fin, de manière coordonnée avec les autres États baltes, aux importations d'hydrocarbures en provenance de Russie. Plus récemment, le pays s'est déconnecté du réseau électrique d'époque soviétique BRELL, au profit d'une synchronisation avec le réseau européen continental. Cette étape marque une avancée majeure dans l'intégration énergétique des États baltes à l'Union européenne et dans leur émancipation des infrastructures héritées de l'URSS.

II.- Renforcer le dialogue interparlementaire franco-letton

A - Le dialogue interparlementaire au service de la solidarité franco-lettonne

Au cours de leur premier entretien au Parlement de Lettonie, la *Saeima*, la délégation a rencontré des représentants de la commission de la défense, des affaires étrangères et des affaires européennes. Les échanges ont en particulier porté sur l'aide accordée à l'Ukraine ainsi que les efforts nationaux consentis en matière de défense.



La délégation avec des parlementaires lettons, membres de la commission de la défense, des affaires étrangères et des affaires européennes

Les sénateurs ont rappelé que la France a engagé un effort budgétaire à la fois historique et crédible en matière de défense depuis l'adoption de la loi de programmation militaire

(LPM) pour les années 2024 à 2030, qui prévoit un effort de 413 milliards d'euros sur la période et une montée en puissance progressive du budget des armées.

Face à la dégradation rapide du contexte géopolitique, les sénateurs ont par ailleurs indiqué que le Parlement français commençait l'examen du projet de loi d'actualisation de cette loi de programmation afin de préserver la crédibilité opérationnelle de l'armée française et de faire face à des conflits de haute intensité à moyen terme. Cet effort représente 3 % du PIB français. Les Lettons consacrent quant à eux plus de 5 % de leur PIB à la défense.

La délégation a interrogé ses interlocuteurs sur l'acceptabilité de ces dépenses par la population, au détriment d'autres investissements d'infrastructure ou de dépenses sociales. Les parlementaires lettons lui ont indiqué que compte tenu de leur proximité géographique avec la Russie, les citoyens acceptent que l'État consacre une part significative de ses dépenses à la défense.

Les sénateurs ont fait observer que si la France n'a pas de frontières terrestres avec la Russie, elle est le premier pays européen à faire l'objet de cyberattaques, dont une grande partie est imputée à la Russie, et de tentatives de manipulation *via* des campagnes de désinformation particulièrement agressives. Ils ont fait part de leur pleine solidarité avec la Lettonie.

M. Janis Skrastiņš, membre de la commission de la Défense et Président du groupe d'amitié Lettonie-Ukraine, a indiqué qu'il effectuait de nombreuses visites de terrain en Ukraine. L'expérience acquise sur le champ de bataille depuis 2022 représente une source précieuse d'enseignements pour les pays européens, qui doit orienter la prise de décision des politiques en matière de défense.



La délégation avec les membres du groupe d'amitié Lettonie-France de la *Saeima*

La délégation s'est également entretenue avec le groupe d'amitié Lettonie-France de la *Saeima*, dont son Président, M. Edvards Smiltēns.

ESTONIE, LETTONIE, LITUANIE : AU CŒUR DU RÉVEIL STRATÉGIQUE EUROPÉEN

Près de la moitié des membres du groupe d'amitié étaient présents à la réunion, signe de l'importance qu'ils accordent aux relations interparlementaires entre la France et la Lettonie. Outre les questions de défense, les échanges ont porté sur la coopération culturelle et l'apprentissage du français. Le nombre de francophones en Lettonie est estimé à 20 000, soit 1 % de la population. Le français occupe la 4^e place parmi les langues étrangères enseignées.

B - Infrastructures stratégiques et résilience régionale dans l'espace baltique

Au cours de différents entretiens à thématique économique, la délégation a pu mesurer à la fois le potentiel d'investissement entre la France et la Lettonie, ainsi que le rôle stratégique croissant des infrastructures de transport.

Lors d'un entretien avec les conseillers du commerce extérieur de la France et des membres du Club d'affaires France-Lettonie, il a été rappelé que les relations économiques entre la France et la Lettonie sont dynamiques mais restent inférieures à leur potentiel. La France dispose d'une soixantaine d'implantations, dont les deux principales sont Axon' Cable à Daugvapils, spécialisé dans la production et le montage de câbles de haute technologie, et Schneider Electric dans le secteur de la connectique. L'entreprise française Eiffage, dans le cadre d'un consortium, a remporté en août 2023 un appel d'offres pour la construction de la ligne ferroviaire principale du projet Rail Baltica en Lettonie.

Ce projet a également été abordé au cours de l'entretien que la délégation a eu avec le Président de la commission des affaires administratives et des collectivités locales du Parlement, M. Olegs Burovs. Particulièrement structurant pour les États baltes puisqu'il doit permettre de relier les trois pays au reste du réseau ferroviaire européen, le projet connaît des difficultés de mise en œuvre, notamment en Lettonie. Le Président a indiqué que Riga n'était pas inclus dans le projet et que les élus locaux en attendaient peu d'externalités positives, peu d'arrêts étant prévus sur le parcours. Les sénateurs, rappelant l'expertise de la France en matière d'aménagement du territoire, ont indiqué qu'au-delà de sa dimension stratégique, la construction de lignes à grandes vitesses peut également constituer un levier de développement local.

Une rencontre était également organisée entre la délégation et M. Ansis Zeltins, Gouverneur du Port de Riga, principal *hub* logistique de la

baltique. Le port bénéficie d'une position stratégique entre l'Union européenne, la Russie et les pays d'Asie centrale.



La délégation aux côtés des parlementaires lituaniens

Historiquement tourné vers le transit de marchandises en provenance ou à destination de l'espace post-soviétique, il s'inscrit aujourd'hui dans une dynamique de diversification et de repositionnement face aux évolutions géopolitiques régionales.

Afin de compenser la perte du trafic de et vers la Russie, le port doit diversifier ses flux tout en répondant aux enjeux environnementaux et sécuritaires. Il est ainsi un acteur important de la transition énergétique, avec notamment des projets dédiés à l'éolien *offshore*, aux panneaux solaires et aux biocarburants.

Les sénateurs ont indiqué que la France, avec sa façade maritime, avait une expertise particulière dans ce domaine et que des coopérations pouvaient être envisagées. Si le port de Riga dispose déjà de partenariat avec des armateurs et des entreprises françaises (dont CMA-CGM), il n'a en revanche pas apporté de précision sur les secteurs où la coopération pourrait être intensifiée.

III.- La Lituanie : ambitions européennes et préparation de la présidence de l'UE

A - Du Grand-Duché à l'Union européenne : la trajectoire européenne lituanienne

La délégation a pu découvrir la richesse du patrimoine historique et culturel lituanien et la façon dont il influence tant le positionnement de ce pays vis-à-vis de la Russie que son attachement à l'Union européenne et à ses valeurs. Constitué en État depuis le XIII^e siècle par le roi Mindaugas, la Lituanie va progressivement étendre son empire jusqu'aux rives de la mer Noire, sous le règne de Vytautas le Grand. La Lituanie est alors unie à la Pologne,

union qui sera consacrée par la signature du Traité de Lublin en 1569.

Cette expérience forge l'identité européenne de du pays, qui ne s'en départira jamais, y compris sous l'occupation russe, puis soviétique.

L'occupation soviétique de 1945-1991 est encore très présente dans les esprits et la mémoire collective. L'ancienne prison du KGB, aujourd'hui convertie en musée, est un témoignage fort mais douloureux de cette période de contrôle total de la population. Plus de 120 000 lituaniens furent déportés en Sibérie.

Mme Skaida Kulakauskienė, historienne, a rappelé à la délégation que cette histoire explique la volonté très affirmée des Lituaniens – et plus largement des pays baltes – de détruire toute trace de ce passé soviétique. Ainsi, le russe est dorénavant interdit d'apprentissage dans les écoles, au profit de deux langues de l'Union européenne. Les statues à la gloire d'anciens soviétiques sont déplacées, voire démantelées, dans l'objectif de « désoviétiser » l'espace public.

B – La coopération franco-lituanienne comme levier du renforcement de l'Europe de la défense

Particulièrement attachés à la relation transatlantique, les États baltes semblent de moins en moins réticents à l'idée d'un renforcement de l'Europe de la défense, en particulier depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison blanche et la possibilité d'un désengagement américain du continent européen.

La nomination de personnalités baltes à des postes clefs au sein de l'Union européenne (Mme Kaja Kalas, ancienne première ministre d'Estonie, au poste de haut représentant pour la politique étrangère de l'Union, et M. Andrius Kubilius, lituanien, à celui de commissaire européen à la Défense et à l'Espace) est révélatrice de l'importance que les États baltes accordent à la position des États baltes sur ces questions. C'est en particulier ce qu'il est ressorti des entretiens au Parlement, au ministère des affaires étrangères et à la Présidence de la République de Lituanie, qui prépare la présidence de l'Union européenne durant le premier semestre de l'année 2027.

Après s'être entretenue avec le Président du *Seimas*, M. Juozas Olekas, la délégation a rencontré onze parlementaires lituaniens, dont le Président de la commission des affaires

étrangères, M. Remigijus Motuzas, le vice-Président de la commission de la sécurité nationale et de la défense, M. Laurynas Kasčiūnas, la vice-Présidente de la commission des affaires européennes, également vice-Présidente du *Seimas*, Mme Radvilė Morkūnaitė-Mikulėnienė.

Les députés lituaniens ont insisté sur la complémentarité de leurs relations avec Paris et avec Washington, tant dans un cadre bilatéral que dans celui de l'Union européenne et de l'OTAN. Ils sont notamment revenus sur l'annonce du Président de la République, Emmanuel Macron, de mettre en place une « dissuasion nucléaire avancée ». Accueillie positivement par les parlementaires lituaniens, ils se sont dits prêts à poursuivre les échanges concernant sa mise en œuvre opérationnelle, sans toutefois qu'elle ne remette en cause le parapluie américain. Selon un récent sondage, les Lituaniens se disent même prêts à modifier leur Constitution afin de pouvoir accueillir des armes nucléaires sur leur sol.



La délégation aux côtés de M. Arnoldas Prankevičius, Ambassadeur de Lituanie en France (à gauche), et de Mme Audra Plepytė Susitiko, vice-ministre des affaires étrangères de Lituanie (au centre)

Mme Audra Plepytė-Sitiko, vice-ministre des affaires étrangères, a indiqué que le renforcement de l'Europe de la Défense serait une des priorités de la présidence lituanienne de l'Union européenne à compter du 1^{er} janvier 2027. Il s'agit à la fois de renforcer les instruments existants (tel que le programme « Agir pour la sécurité de l'Europe », dit « SAFE ») et en créer de nouveaux (par exemple concernant les équipements militaires anti-drones).

Le conseiller en chef pour la sécurité nationale du Président de la République de Lituanie, M. Deividas Matulionis, a insisté sur la nécessité d'augmenter significativement le rythme de production de ses équipements militaires et d'adapter son modèle économique

ESTONIE, LETTONIE, LITUANIE : AU CŒUR DU RÉVEIL STRATÉGIQUE EUROPÉEN

à cet impératif. À la logique d'excellence technologie doit s'adosser une logique de production de masse de matériels efficaces mais rapidement disponibles, dont le niveau d'attrition peut être élevé en situation de combat.

*

Au cours de cette mission, les sénateurs ont mesuré les conséquences directes sur les États baltes de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Considérés comme n'ayant pas de profondeur stratégique, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie sont, depuis leur indépendance, particulièrement attachés aux alliances dont ils sont membres, OTAN et Union européenne en tête.

La délégation a d'abord souhaité, par ce déplacement, témoigner de sa solidarité avec ces pays et de sa détermination à renforcer le dialogue interparlementaire, pour faire avancer des dossiers aussi structurants que celui de l'Europe de la défense. Selon l'ensemble des interlocuteurs rencontrés en Estonie, en Lettonie et en Lituanie, la Russie ne peut pas gagner sa guerre d'agression tandis que l'Ukraine doit se voir dotée des moyens de se battre et d'intégrer à terme l'Union européenne.

Souhaitant poursuivre les discussions entamées avec les parlementaires des trois pays baltes, le groupe d'amitié France-Pays baltes a invité les membres des groupes d'amitié avec la France des trois pays visités à se rendre à Paris pour y rencontrer leurs homologues français.

6

Composition de la délégation



Édouard COURTIAL
Président du groupe
d'amitié
Sénateur de l'Oise
Union Centriste



Vivette LOPEZ
Présidente déléguée
pour la Lettonie
Sénatrice du Gard
Les Républicains



Khalifé KHALIFÉ
Président délégué
pour la Lituanie
Sénateur de la Moselle
Les Républicains



Hussein BOURGI
Membre du groupe
d'amitié
Sénateur de l'Hérault
Socialiste, Écologiste et
Républicain